

L'Opposition de Gauche en Italie pendant la période de la Résistance (1), par Arturo Peregalli

1. La montée de courants de gauche

Le 10 juin 1943, l'armée alliée débarqua en Sicile. Cela provoqua en Italie une crise qui devait mener le fascisme à une fin ignominieuse le 23 juillet. La tâche du nouveau gouvernement monarchiste, dirigé par le général Badoglio, était de garantir la domination bourgeoise pendant une période d'instabilité et Badoglio essaya d'engager dans ce processus les partis antifascistes qui se réorganisaient dans des conditions de semi-légalité. Il espérait contrôler la classe ouvrière qui montrait des signes de convalescence en nommant quelques éminents communistes, socialistes et démocrates-chrétiens à la direction des anciens syndicats fascistes, laquelle fit de son mieux pour apaiser les ouvriers, surtout pendant les grèves qui éclatèrent en août 1943.

La politique adoptée par les partis de gauche, non seulement acceptait les nouvelles institutions monarchistes mais avait aussi l'intention de contenir l'activité de la classe ouvrière, laquelle tendait à dépasser les luttes purement économiques. La politique extrêmement modérée adoptée tant par le Parti socialiste que par le Parti communiste (PCI) laissa un vide dans lequel les mouvements inspirés par le socialisme révolutionnaire pouvaient se développer.

Le PCI et le Parti socialiste n'avaient pas l'intention de combattre contre toute la classe dirigeante mais plutôt de s'aligner sur ses sections qui acceptaient la lutte pour la démocratie. En termes pratiques, c'était comme ranimer les guerres du *Risorgimento* pour rétablir l'unité du territoire national, mais avec une différence capitale : cette fois, la classe ouvrière, qui était désormais devenue une « *classe nationale* », agirait en tant qu'« *avant-garde* » et montrerait l'exemple aux autres classes.

Cette stratégie de collaboration de classe était critiquée par de nombreux éléments de gauche, y compris des membres de la base de ces deux partis. Mieux, le PCI devait justifier la substitution d'un type de lutte « *progressiste* » et « *démocratique* » au concept de révolution socialiste. Des ouvriers militants qui avaient attendu pendant vingt ans la « *libération* » — libération du capital, non de l'ennemi étranger — ne pouvaient pas comprendre pourquoi ils devraient s'allier aux capitalistes qui continuaient à les exploiter et à les opprimer dans les usines.

En 1943, il y avait des preuves très répandues que la base du PCI se souvenait de la politique révolutionnaire des premières années du communisme italien. Bien des documents de l'époque attestent l'incompréhension des militants ordinaires devant les nouvelles directives visant à établir l'union nationale. Un dirigeant communiste, Giorgio Amendola, écrivit que « *comme le Comité central orientait son activité politique sur les lignes de l'union nationale, presque tous les groupes avec lesquels il était en contact avaient une orientation sectaire et, de ce fait, tendaient à ne pas comprendre ni approuver les initiatives politiques prises par le Comité central* ». La brochure de Velio Spano, *Le Communisme et l'unité nationale*, qui parut en Italie vers la fin de 1943, fut dénoncée par nombre de vieux militants comme « *une trahison ouverte du communisme* ».

La critique de gauche du PCI s'avérait très facile dans cette conjoncture car elle coïncidait avec la faiblesse de la position des stalinien(2). Pour étouffer ces protestations internes, la direction du parti élaborait la politique de « *la doppiezza* » (la double politique), présentant le cours modéré comme une manœuvre tactique et impliquant qu'il y avait un agenda radical caché — une politique à laquelle

finalement Togliatti ne mit un terme qu'en 1956. On avait peur que les tendances de gauche à l'intérieur du parti et l'opposition extérieure qui avait émergé dans l'intervalle ne se lient. Ce souci s'exprima par des accusations fausses et des attaques féroces. C'est la clé pour comprendre les exclusions et la violence (y compris un véritable gangstérisme) dirigées contre toute manifestation d'une opposition de gauche. Les dirigeants du PCI redoutaient l'apparition d'une gauche rivale de bonne dimension. Un dirigeant stalinien, Mauro Scoccimaro, avouait ses craintes dans une lettre du 14 décembre 1943 :

« Il y a opposition à Naples,... il y a opposition à Rome, à Milan et sans aucun doute ailleurs. Il y a opposition même dans notre base. Ces courants divers et variés pouvaient à un certain point commencer à se combiner et à trouver un terrain nourricier fertile dans l'immaturité politique des masses ouvrières italiennes, surtout les jeunes. Notre politique actuelle pouvait leur offrir quelques prétextes, justification apparente, si elle n'était pas conduite et développée avec la nécessaire profondeur de vue et un sens strict de la limite qui doit la séparer des déviations opportunistes dont les germes pourraient facilement se développer si nous devons prendre des responsabilités au gouvernement. Tant que nous luttons pour l'unité avec le Parti socialiste, nous devons à tout prix empêcher la création d'un pseudo-Parti communiste à côté de nous, un parti qui constituerait un nouvel élément de division à l'intérieur de la classe ouvrière » (3).

Cette fine compréhension explique la brutalité avec laquelle les communistes officiels attaquèrent les groupes de gauche et pourquoi ils soutinrent que ceux qui combattaient pour la révolution socialiste étaient en dernière analyse des fascistes.

Quand, en septembre, Badoglio signa un armistice avec les Alliés, les troupes allemandes occupèrent l'Italie du Nord et centrale et la République sociale italienne fut créée sous Mussolini, l'opposition au fascisme était très fragmentée. Il existait des divisions non seulement dans les partis ouvertement « démocrates » qui n'en recherchaient pas moins l'unité dans le combat contre le fascisme, mais aussi dans les mouvements politiques qui étaient inspirés par l'expérience historique de la classe ouvrière.

Un certain nombre de groupes apparurent qui se situèrent à la gauche tant du PCI que du PS et ils réussirent à attirer nombre de partisans, bien que pour quelques mois seulement. Cette opposition de gauche — si on peut l'appeler ainsi — était répandue sur le territoire occupé par les Allemands et celui qui avait été « libéré » par les Alliés. Cependant, à la différence des deux partis historiques de gauche, cette opposition ne se présentait pas de façon uniforme dans tout le pays, mais était fragmentée en plusieurs mouvements, chacun ayant des traits particuliers et spécifiques. Plus, bien qu'ils soient nés autour du début de 1943, ils n'ont joué aucun rôle significatif après l'armistice. Chacun prit la forme d'un mouvement ou parti autonome, avec sa propre presse et sa propre idéologie. Dans les vingt mois de guerre qui suivirent l'armistice, ils essayèrent vainement de surmonter leur localisme en essayant de se contacter entre eux ou avec le PCI ou le PS. Cependant, telle était la force d'attraction des deux partis historiques qu'ils réussirent à absorber ces organisations avant la fin de la guerre ou en tout cas à gagner nombre de leurs militants.

C'était dû à la sérieuse faiblesse politique de ces groupes. D'un côté, ils étaient subjectivement révolutionnaires et la majorité de l'opposition considérait que la vague de grèves, qui avait balayé un grand nombre de villes du nord en mars 1943, signifiait la croissance des sentiments socialistes dans les masses laborieuses et que l'effondrement du fascisme coïnciderait avec la désintégration du capitalisme italien. De l'autre cependant, tant la base que les dirigeants de ces mouvements, étaient formés essentiellement d'ouvriers qui avaient milité auparavant dans le PCI et n'avaient pas compris la pleine signification des changements de la politique communiste qui furent signifiés par le VIIe congrès de l'Internationale communiste en 1935.

Le Parti Communiste Intégral

Le Parti Communiste Intégral (Partito Comunista Integrale) est apparu à Turin et ses environs. Mieux connu comme *Stella Rossa* (L'Etoile rouge), le nom de son journal, il avait autour de 2000 militants en juin 1944. Travaillant dans des conditions qui rendaient le recrutement très difficile, *Stella Rossa* était aussi grosse que le PCI à Turin. Elle était très présente dans les usines, et si l'on en croit le dirigeant du PCI Pietro Secchia, il y avait à FIAT autour de 500 communistes intégralistes. *Stella Rossa* était stalinienne avec ferveur et considérait que Staline devait aider la classe ouvrière italienne à faire la révolution. Elle croyait être le véritable bras politique et militaire du stalinisme en Italie et affirmait que Togliatti n'avait pas bien compris les directives de Staline en Italie.

Le conflit entre *Stella Rossa* et le PCI fut direct et violent, et le second accusa *Stella Rossa* de se prêter aux manœuvres de la bourgeoisie qui avait jeté ses chemises noires pour des défroques « démocratiques » afin de mieux abuser la classe ouvrière et la soumettre à nouveau. *Stella Rossa* arguait qu'en appelant à l'unité nationale, le PCI trahissait la classe ouvrière et renforçait le pouvoir de la bourgeoisie ; la classe ouvrière devait maintenir son indépendance à l'égard des forces « démocratiques » groupées dans le Comité de Libération nationale (Comitato di Liberazione Nazionale). En d'autres termes, elle refusait catégoriquement de s'engager dans aucune espèce d'activité politique frontiste.

Le PC Intégral était véhémentement antinazi et antifasciste. Il était organisé en bandes armées et créa aussi quelques brigades de partisans dans les montagnes du Piémont. Le combat contre le nazi-fascisme était compris comme la première étape de la révolution socialiste : après avoir battu les fascistes, la classe ouvrière allait régler les comptes de la bourgeoisie italienne.

Le PCI condamna avec violence ce mouvement. Non seulement il le dénonça comme payé par les nazis mais alla jusqu'à appeler les travailleurs à agir avec force — c'est-à-dire militairement — contre ses militants. Le dirigeant du mouvement Temistocle Vaccarella fut ouvertement accusé d'espionner pour les fascistes. Il fut tué au cours d'une visite à Milan et son corps fut retrouvé criblé de balles. Il était venu rencontrer les représentants des communistes lombards et des membres de l'opposition socialiste avec l'objectif de commencer une action politique commune. Divers facteurs, et très probablement la mort de Vaccarella et une tactique identique pour la lutte antinazie immédiate, conduisirent à l'absorption de *Stella rossa* dans le PC Intégral au début de 1945.

Le groupe *Lavoratore*

Le groupe *Lavoratore* (Le Travailleur), nommé d'après son journal, apparut dans la région de Legnano au nord-est de Milan. Selon Carlo Venegoni qui, avec son frère Mauro, dirigea cette organisation dès le 25 juillet 1943, c'est-à-dire à partir de la chute du fascisme, le mouvement eut autour de 400 partisans actifs, surtout des ouvriers. Au début de 1944, *Lavoratore* avait construit des branches à Busto, Gallarate, Magenta, Saronno et les zones environnantes. Le journal, imprimé clandestinement à Milan, était d'abord diffusé à 10 000, 20 000 ensuite. *Lavoratore*, disputait au PCI le contrôle des usines dans ces zones et son exécutif avait des tendances trotskystes. Il critiqua fermement l'orientation gouvernementale de Togliatti et le « tournant » de Salerne. Sa politique, comme celle de *Stella Rossa*, tendait vers une lutte en deux étapes, la première tâche étant de battre les nazifascistes et seulement ensuite de lutter pour le socialisme.

Depuis le début, le groupe affirma qu'il avait le droit de rejoindre le PCI mais revendiqua aussi plus de démocratie dans ce parti, moins de bureaucratie et plus de facilités pour la discussion politique. A la différence de *Stella Rossa*, *Lavoratore* ne considérait pas l'Union soviétique comme centrale dans la

lutte pour le socialisme, parce qu'elle n'était que l'une des composantes du mouvement général dans cette direction.

Après une tentative brève mais infructueuse d'assimiler le groupe, le PCI lança contre lui un violent acte d'accusation. Il publia des articles accusant militants et dirigeants de *Lavoratore* d'activités contre-révolutionnaires au service du fascisme. Vers la mi-1944, les frères Venegoni capitulèrent devant les exigences communistes et livrèrent leur mouvement aux mains du PCI qui l'absorba très vite en tant qu'organisation.

Le Movimento Comunista d'Italia

Au Latium et surtout à Rome, l'organisation de gauche la plus importante fut le Movimento Comunista d'Italia (Mouvement communiste d'Italie) plus connu sous le nom de *Bandiera Rossa* (Le Drapeau rouge). Ce mouvement extrêmement hétérogène vint au premier plan du fait de son combat vigoureux contre les nazi-fascistes et, pour une certaine période, son influence fut incontestée à l'intérieur de la *borgate*, la banlieue la plus misérable où la pauvreté et la faim accentuaient le désir de changement social.

Pendant l'occupation allemande de Rome, le MCd'I réussit à créer de fortes cellules clandestines dans diverses usines et beaucoup de groupes armés. Grâce à son vaste réseau organisationnel, il avait à la fin de 1943 des informateurs dans la police, les ministères et même dans le service de renseignements de l'armée. Ses militants payèrent chèrement pour leur lutte contre le fascisme, et beaucoup furent torturés et tués. Sur les 335 antifascistes tués par les nazis aux Fosses Ardéatines le 24 mars 1944, 32 au moins appartenaient au MC d'I. De l'armistice de septembre au début de juin 1944, *Bandiera Rossa* eut 186 tués, 137 arrestations et déportations et 1183 combattants reconnus, cinq fois plus que le PCI et 481 fois plus que le Parti socialiste.

A la différence d'autres groupes socialistes qui écrémaient soigneusement leurs recrues, l'augmentation quantitative du MCd'I lui apporta bien des éléments suspects qui lui firent beaucoup de mal. Ainsi, à côté du fin poète Guido Piovene, on trouve, au moins pour peu de temps, des inadaptés comme Giuseppe Albani, connu comme le Gobbo (le Bossu) du Quarticciolo.

En dépit de ses convictions stalinennes professées, il y avait dans *Bandiera Rossa* des éléments qui avaient peu ou rien à voir avec le stalinisme, comme des anarchistes et des militants fort éloignés du socialisme. Son effectif tournait autour de 2 500 à la fin de 1943 et au début 1944, en gros égal à la force du PCI dans les zones où lui-même opérait. Cependant, à cette époque, le PCI était une force qui progressait tandis que le déclin du MCd'I avait déjà commencé.

Le MCd'I proclamait qu'à la différence du PCI il faisait en Italie la « vraie » politique de Staline et croyait que Togliatti menait sa propre politique. *Bandiera Rossa* esquiva le difficile problème de la reconnaissance par les Soviétiques du gouvernement Badoglio en assurant que Staline reconnaîtrait les représentants légitimes du peuple italien dès qu'ils auraient fait « sentir leur force » Cette question politique fondamentale ne fut pas réglée et elle devait avoir sur le mouvement un effet bien plus grand qu'aucune erreur tactique temporaire.

Revendiquant le manteau du marxisme « authentique », le MCd'I critiqua vertement le PCI qui, en acceptant l'alliance avec les partis bourgeois, ne méritait plus le titre de « communiste ». Comme les autres mouvements d'opposition, *Bandiera Rossa* accusa le PCI d'être monolithique et bureaucratique. Néanmoins, au début, *Bandiera Rossa* avait considéré qu'elle pourrait clarifier les questions avec le PCI, mais les tentatives de coopération furent sabotées par l'intransigeance de ce dernier et son refus de la discussion politique. Cependant, bien que le Comité central de *Bandiera Rossa* ait ultérieurement

interdit la coopération avec le PCI, cela n'empêcha pas les deux organisations de mener à la base un travail en commun et d'œuvrer ensemble, dans bien des luttes contre les nazi-fascistes. Après son échec à ouvrir des discussions avec le PCI, *Bandiera Rossa* continua à en appeler à l'activité révolutionnaire de la classe ouvrière dont elle pensait avec optimisme qu'elle menait à la révolution socialiste et maintint son opposition acharnée à ceux qui voulaient collaborer avec Badoglio et la monarchie.

En dépit de sa revendication d'indépendance et d'autonomie, la position prise par ce courant romain semble typique des efforts des tendances d'extrême-gauche pour briser leur isolement et plaider pour la création d'un large front d'organisations prolétariennes comme une alternative aux accords entre classe ouvrière et forces bourgeoises. Leur critique de l'accord unitaire des partis du CLN était parallèle à leur appel à la création d'un front de gauche capable de scissionner le front « *démocratique* » : *Bandiera Rossa* mettait en garde contre toute collaboration avec des forces bourgeoises dans le CLN qui résulterait dans le fait que « *les représentants du peuple* » joueraient un rôle-clé dans le sauvetage de la monarchie. Il ne fallait accorder aucun soutien aux forces bourgeoises et il fallait remplacer le CLN par un « *bloc de tous les partis de gauche anticapitalistes qui n'ont jamais été subordonnés et n'ont jamais collaboré avec la bourgeoisie dominante* », avec l'objectif de « *défendre l'Italie, d'abord de la domination étrangère, puis de la domination de la bourgeoisie* ». En octobre 1943, la création d'un front unique de ces groupes de gauche était possible, mais rien n'en sortit.

Pendant l'hiver 1943-44, *Bandiera Rossa* continua ses activités de sabotage anti-allemandes. Le *borgate* (la banlieue ouvrière) était simplement aux mains du mouvement et les nazis arrêtaient simplement de s'y rendre. Dans la zone de Tor Pignattara, par exemple, Uccio Pisino, un dirigeant du MCd'I (tué plus tard dans les Fosses Ardéatines), entraînait ses hommes en plein jour.

En mars 1944, *Bandiera rossa* prépara un plan pour libérer un de ses dirigeants, Aladino Govoni, arrêté et incarcéré à Regina Coeli, mais fut frappé par une vague d'arrestations. Le 23 mars, le Groupe romain d'action patriotique tua 32 soldats allemands dans une embuscade. Dans la fusillade qui s'ensuivit, quelques militants du MCd'I, qui passaient et qui ignoraient les plans des forces de la Résistance furent impliqués. Les représailles des Allemands, avec le massacre des Fosses Ardéatines fut un coup terrible pour *Bandiera Rossa*. Dans une tentative désespérée pour sauver ses camarades, le mouvement envoya aux nazis un document dans lequel il se dissociait politiquement de l'action des partisans. Mais les Allemands les avaient déjà exécutés et même si cet appel était arrivé à temps, il aurait été très peu vraisemblable que les nazis en tiennent compte car ils avaient déjà démontré leur hostilité aux militants de *Bandiera Rossa* en les utilisant dans des procès organisés pour intimider l'ensemble de la résistance romaine.

L'arrestation par les nazis des militants du MCd'I et leurs représailles pour leur attaque dans Rome avaient porté un coup terrible au mouvement qui condamna alors vigoureusement toutes les attaques terroristes. Le premier numéro de sa revue *Direttive Rivoluzionarie* publié le 29 mars, affirmait qu'il était impératif, pour sauver des vies humaines, d'éviter toute action qui conduirait à des représailles disproportionnées par rapport au résultat atteint. De plus, il assurait que l'action du MCd'I était purement défensive et devait le rester jusqu'à l'élaboration d'une nouvelle orientation. Dans le même numéro, il était évident que les dirigeants de *Bandiera Rossa* réfléchissaient à la faiblesse de leur organisation ; désormais on ne voyait plus la révolution socialiste comme une perspective très proche. Après la « *libération* » de Rome en juin 1944, *Bandiera Rossa* essaya d'organiser une « *Armée rouge* » pour combattre le nazi-fascisme sur une base ouvrière, mais les Alliés et le gouvernement italien l'en empêchèrent.

Les attaques féroces des fascistes furent complétées par une détérioration des rapports avec le PCI. Son journal, *l'Unità*, accusa « les petits groupes irresponsables » dont la politique extrémiste favorisait « la propagande d'Hitler », d'avoir « une fonction objectivement provocatrice ». A la fin de la guerre, le PCI était devenu un pôle d'attraction irrésistible (4) et *Bandiera Rossa* survécut comme le journal d'un groupe minuscule dont on trouve les dernières traces à la fin des années 1940.

Le Centro Marxista d'Italia

En Campanie, à part la Fraction de gauche des Communistes et Socialistes italiens, dont nous parlerons plus loin, on trouve le Centre Marxiste d'Italie, un petit groupe fondé en mai 1944, un peu après « *le tournant de Salerne* ». Son journal, *Il Pensiero Marxista* (La Pensée marxiste) posait la nécessité de construire dans le prolétariat un cadre capable de développer et maintenir un esprit de combat afin de réaliser à la fois les objectifs immédiats et la victoire dans l'avenir. Son rapport au marxisme, dû peut-être à sa position dans les mouvements socialiste et anarchiste, était indirect et le groupe avait une coloration socialiste libertaire.

Le Centre critiquait les dirigeants du PCI et du Parti socialiste pour leur politique de collaboration de classe et tournait son attention vers les militants de base, dont il considérait qu'ils pouvaient être gagnés à la politique révolutionnaire. Ses activités pratiques se situaient dans la rouge Confederazione Generale del Lavoro (CGL) qu'il défendait contre la résolution de la dissoudre dans la CGIL, en juin 1944 par les dirigeants du PCI, le Parti socialiste et les chrétiens démocrates.

Il est difficile d'établir le destin de ce mouvement dont les traces se perdent en août 1944 — et où les militants sont allés. Il est cependant très vraisemblable qu'au moins quelques-uns ont rejoint le PS et le PCI.

Autres oppositions socialistes

D'autres oppositions socialistes apparurent dans plusieurs organisations, dont deux devinrent particulièrement importantes à cause du calibre élevé de leurs dirigeants. L'un de ces mouvements était dirigé par Lelio Basso qui fonda en janvier 1943 le Movimento di Unità Proletaria per la Repubblica Socialista (Mouvement d'Unité Proletarienne pour la République Socialiste) qui, en août 1943 fusionna avec le vieux Parti socialiste pour former le Partito Socialista di Unità Proletaria (PSIUP, Parti Socialiste d'Unité Proletarienne), le Parti socialiste officiel. Leur déception devant l'excessive modération de ce parti qui se contentait de prévoir une république « démocratique » émergeant de la guerre, conduisit Basso et ses partisans à former le Fronte Proletario Rivoluzionario (Front prolétaire révolutionnaire) — dont le journal s'appelait *Bandiera Rossa* — à Milan en octobre 1943. Ce mouvement avait rassemblé une masse d'individus en désaccord avec la ligne pro-démocrate du Parti Socialiste et il en sortit avec une politique ardemment antifront. Tout en n'excluant pas la participation à la lutte de la Résistance, il chercha à la lier à une lutte résolue pour une révolution socialiste. Son inspiration historique était Rosa Luxemburg plus que Lénine. La politique de ce groupe était bien à la gauche du PCI et c'est pourquoi les communistes l'accusèrent d'être vendu aux nazis. (...) Basso revint au Parti socialiste en juin 1944 et devait monter haut dans son appareil, devenant son président en 1965.

Un autre mouvement socialiste de gauche fut l'Unione Spartaco (Union spartaciste), dirigée par Carlo Andreoni, qui était aussi un ancien membre du MUP. Ce mouvement se développa en Italie centrale, surtout à Rome. En tant que dirigeant du PSIUP, Andreoni prit position après l'armistice pour que les socialistes quittent le CLN. Comme alternative, il appela à la création d'un large front incluant toutes les forces de gauche et les groupes d'opposition de gauche. Pendant l'hiver 1943-44, alors qu'il était encore dans le Parti socialiste, Andreoni s'éloigna politiquement de plus en plus de lui. Il dirigea une aile militaire qui en était tout à fait séparée. En juillet 1944, il publia un journal intitulé *Il Partigiano* (Le

Partisan) au moyen duquel il s'efforça de capitaliser le mécontentement, très ancien dans la résistance romaine, contre la subordination des partis et du CLN à la monarchie. En novembre 1944, ce mouvement informel devint un authentique groupe politique. Dans l'intervalle, il avait changé sur le plan idéologique, adoptant à la fois des idées ouvertement socialistes libertaires et des idées nationalistes, et proposant la création d'une « *Armée populaire* » de type yougoslave en Italie. Le nouveau groupe d'Andreoni réussit à influencer quelques brigades de partisans qui combattaient en Italie centrale.

En revanche, le Partito Italiano del Lavoro, PIL (Parti italien du Travail) était un mouvement essentiellement lombard et émilien. Il résultait de la fusion de deux groupes socialistes existants, avec des positions politiques proches de celles du Parti d'Action (5). Il adhérait à une orientation socialiste humanitaire et considérait que la voie vers le socialisme passait par une lutte pour la régénération morale de la nation dans laquelle la classe ouvrière jouerait le rôle dirigeant. Le journal de ce mouvement, *La Voce del Popolo* (la Voix du Peuple) défendait d'abord l'abstentionnisme dans la lutte contre les Allemands, puisque la guerre était dirigée par la monarchie et qu'il était nécessaire de sauver des vies humaines. Au lieu de combattre immédiatement, il appelait la population à prendre les armes pour intervenir dès que ce serait possible pour chasser non seulement « *l'ennemi étranger* » mais aussi l'ennemi intérieur, c'est-à-dire la classe dirigeante italienne. Cette position conduisit le PCI à accuser le PIL d'être au moins « *lâche* » et au pire « *pro-fasciste* ». Cependant vers la mi-1944, cette « *non-collaboration* » devint « *défense active* ». Tout en gardant ses distances à l'égard du CLN, le PIL s'engagea dans d'authentiques activités de partisans et ses militants finirent dans les brigades Garibaldi. Un petit noyau d'individus à Milan essaya de continuer sur les lignes de la politique initiale du PIL, en soulignant les aspects de classe, mais le mouvement explosa à la fin de la guerre et ses militants se dispersèrent dans les partis de la gauche historique.

Le Partito Operaio Comunista, POC (Parti communiste ouvrier) qui s'intitulait trotskyste fut fondé dans les Pouilles et surtout à Foggia et il en est question plus loin.

La faiblesse politique des courants de gauche

Tous les mouvements d'opposition, bien que reliés de façon diverse au marxisme et prévoyant une issue révolutionnaire des luttes ouvrières dans la réalisation immédiate du socialisme en Italie, avaient des fondements théoriques différents. Quelques-uns, comme *Stella Rossa* et le MCd'I, provenaient directement du stalinisme et en représentaient une version extrême. En réalité ils inventaient une politique stalinienne à leur propre image. Leur polémique contre le PCI était menée au nom de Staline. Cette position montra ses limites après le « *tournant de Salerne* » et la reconnaissance par Moscou du gouvernement Badoglio, et pourtant ils continuèrent à s'abuser eux-mêmes en croyant que Staline menait une politique révolutionnaire. D'autres groupes, tout en considérant l'Union soviétique comme un point de référence important pour le mouvement ouvrier dans leur lutte contre le nazisme, soulignaient ses limites, bien que pas ouvertement. C'était le cas de *Lavoratore*, avec son trotskysme latent.

Cependant l'attraction de l'Union soviétique pendant ces dernières années était si forte que même le *Bandiera Rossa* de Basso, toujours critique de Moscou, la qualifia de « *bastion prolétarien* » contre le nazisme, prenant part à « *la lutte de classes mondiale en alliance avec le prolétariat du monde entier* ». Le Partito Comunista Internazionalista (PCI) et l'Unione Spartaco, considéraient l'Union soviétique comme un Etat capitaliste, exactement comme les autres nations en guerre, tandis que la Fraction de Gauche des communistes et socialistes italiens et le Centre Marxiste d'Italie, tout en critiquant la politique soviétique, exprimaient des jugements moins sévères.

En dépit de leurs divergences sur divers problèmes, tous les mouvements d'opposition de gauche critiquèrent vigoureusement la politique du PCI et du Parti socialiste dont ils considéraient qu'elle répudiait toute perspective de socialisme. Ils considéraient que la bourgeoisie italienne était responsable de la montée du fascisme et déclaraient que toute alliance avec elle signifierait lui rendre une nouvelle vie et lui redonner une chance de reprendre l'initiative politique et sociale dans le pays. *Stella Rossa* par exemple, argumentait avec passion contre cette orientation :

« Au lieu de procéder correctement, sans compromissions, jusqu'à l'établissement de la dictature du prolétariat, que font les socialistes et les communistes de l'Unità ? Ils trahissent complètement la tradition prolétarienne de la lutte de classe et adhèrent au bloc des partis bourgeois nationaux... Les masses italiennes ont peu à gagner et tout à perdre d'une alliance avec le capitalisme. En fait le capitalisme, reprenant le pouvoir avec un gouvernement démocratique, tournerait toutes ses armes contre nous ».

Lavoratore critiquait le PCI :

« Aujourd'hui, alors que le fascisme est épuisé — prendre une attitude antifasciste en se lavant les mains des crimes du passé n'est simplement pas suffisant ; la bourgeoisie italienne, coupable de tant de crimes, tant de morts et tant de ruines... doit périr avec la monarchie et le fascisme ».

Selon Basso, la révolution prolétarienne était une nécessité inéluctable parce que, du moment où elle avait organisé le fascisme à un niveau national, la bourgeoisie italienne avait montré qu'elle était incapable de gouverner avec des méthodes civilisées. La fusion entre le fascisme et la bourgeoisie avait été si totale que sa tentative de promouvoir une ligne démocratique en se débarrassant de Mussolini n'avait que partiellement réussi... Il était absurde de penser à un fascisme à visage républicain, il n'était pas moins absurde de rêver d'une Italie bourgeoise libérale.

Pour *Bandiera Rossa* à Rome, le fascisme « réel » n'était pas mort et le roi d'Italie et Badoglio n'avaient pas l'intention de l'écraser, mais seulement de « changer » son visage.

Bien que « les gauches » (*sinistri*) aient été souvent accusés d'avoir une attitude « attentiste », dans l'ensemble, ils ont constamment et résolument combattu le fascisme et le nazisme, car ils pensaient que la lutte jusqu'au bout contre le fascisme déclencherait la révolution. En fait, la majorité acceptait la guerre non comme un événement purement national mais comme la lutte de classe transposée sur un plan international. On voyait la lutte militaire comme le point de départ d'une révolution sociale après la défaite du fascisme. En pratique, ils pensaient à une révolution « permanente ». Pour cette raison le masque pseudo-socialiste porté par la République de Salò (6) n'amoinçrit pas leurs sentiments antifascistes et ils commencèrent aussitôt à démystifier le « nouveau » fascisme et sa « socialisation ».

Stella Rossa déclara que c'étaient « les mêmes fascistes du passé qui, après avoir été royalistes, capitalistes, réactionnaires et plutocrates » avaient maintenant le front de s'appeler « républicains et socialistes ». Leur « programme pseudo-socialiste » était destiné à attirer les masses travailleuses, mais ne pouvait avoir d'écho qu'auprès des « naïfs ». Il était donc nécessaire de « combattre le fascisme ouvertement et par tous les moyens possibles » et de s'opposer de la manière la meilleure à cette guerre que le fascisme avait déchaînée. Basso, accusé par les stalinienis de « jouer un jeu attentiste » leur rappela qu'il n'avait pas attendu le 22 juin 1941, jour où l'Allemagne attaqua l'Union soviétique, pour prendre une position antifasciste.

Ces mouvements n'ont pas été surpris par le « tournant de Salerne », mais l'ont simplement considéré comme un ajustement tactique qui étendait l'alliance de toutes les classes aux royalistes. Leur critique

de la politique du PCI couvrait plus que les seuls changements d'après mars 1944. Basso assurait que le tournant s'était produit en 1936. Ils avaient cependant des difficultés à développer une critique systématique du stalinisme, car cela aurait nécessité une réévaluation profonde et en conséquence ils auraient été obligés de prendre un point de vue beaucoup plus extrême, comme celui du PC Internazionalista.

Ceci explique aussi bien les faiblesses théoriques de ces mouvements et, dans une certaine mesure, leur désorganisation et leur absorption dans les deux partis de la gauche historique. La poursuite de la guerre signifiait que les divergences entre eux et le PCI sur la situation d'après-guerre avaient une signification moindre. La lutte du jour devenait plus pressante et la théorie était remplacée de plus en plus par des discussions purement organisationnelles. Les dirigeants communistes et socialistes convainquirent facilement nombre de militants que la situation après la guerre dépendrait de la force qu'ils pourraient déployer pendant.

Il y eut d'autres raisons pour la défaite des mouvements d'opposition ; la dureté de leur traitement et leur isolement ne doivent pas être sous-estimés. Ils étaient souvent dénoncés comme « *agents de la Gestapo* » et leur vie rendue difficile non pas seulement par les fascistes mais aussi par les partis « *démocratiques* ».

Mais la raison sous-jacente à l'échec de l'opposition de gauche est le fait que la classe ouvrière n'a pas réalisé son indépendance politique. Le sommet de l'autonomie ouvrière a été atteint pendant les grèves de mars 1943. A partir de là, et surtout après l'armistice de septembre 1943, les partis « *démocratiques* » ont réussi à subordonner les revendications de classe à la lutte militaire et à dévier le militantisme prolétarien en politique de « *libération nationale* ». Les courants d'opposition ont correctement prédit les conséquences de la politique d'unité nationale en ce qui concernait la structure sociale de l'Italie après-guerre. Néanmoins, le cordon ombilical qui joignait encore ces mouvements à l'idéologie des partis historiques de la gauche n'avait pas été coupé et leur assimilation par ces derniers était inéluctable.

2. La Fraction de gauche des communistes et socialistes Italiens

L'histoire de la Gauche communiste italienne de 1943 à 1945 est encore largement inconnue, essentiellement à cause de la critique féroce qu'elle a subie de la part des staliniens. En fait, dans son combat contre l'opposition de gauche, le comité exécutif de l'Internationale communiste avait habituellement mis un signe « *égal* » entre le soi-disant « *bordiguisme* » et le trotskysme, considérant le premier comme l'expression italienne du second. Les critiques des staliniens contre la Gauche communiste italienne influencent encore l'histoire du mouvement ouvrier officiel, qui ou bien « *ignore* » leur existence ou bien répète, de manière un peu atténuée, les accusations que la direction soviétique et le PCI ont lancées contre eux dans le passé.

La Gauche italienne qui commença sa résurrection en 1942-1943, découlait directement du PCd'I (7) de l'origine, avec un lien direct qui allait des théories avancées par Bordiga en 1922 aux projets du congrès de Lyon en 1926. Il y avait aussi un lien avec l'expérience politique des militants qui avaient été contraints à l'exil en France et en Belgique pendant la période de la dictature fasciste. La Fraction de gauche du PCd'I (plus tard Fraction de la Gauche communiste), publia deux journaux, *Prometeo*, qui naquit en 1927 et *Bilan*, qui démarra en 1933 et parut très régulièrement, survivant jusqu'à la veille de la Deuxième Guerre mondiale).

Bien qu'il ait été considéré comme son dirigeant d'idées, Bordiga n'a pas pris part aux activités de la Fraction. Après la prison et l'exil intérieur, il choisit de rester en Italie et reprit son travail comme

ingénieur. Cependant il n'y a rien de vrai dans l'affirmation selon laquelle il « *abandonna le combat* » (8) La vérité est plus simple. Il pensait que la classe ouvrière avait subi une défaite écrasante et donc qu'il ne valait pas la peine de mener aucune activité politique directe tant que la situation n'avait pas changé. C'est pourquoi il refusa de rejoindre ses disciples à l'extérieur (lesquels, avec Trotsky, l'avaient appelé à quitter l'Italie) et repoussa les avances des nouveaux dirigeants du PCI.

Bordiga considérait que la Deuxième Guerre mondiale était un conflit impérialiste qui avait réussi à impliquer l'ensemble du prolétariat mondial et que cela éloignait un peu plus encore toute chance de voir celui-ci se redresser sur une base indépendante. Même les mouvements partisans, nés à l'époque pour s'opposer au nazi-fascisme, avaient perdu leur indépendance de classe en prenant part à un conflit militaire et en prenant des ordres d'un commandement militaire.

Quand la première opposition de gauche fut créée pendant la guerre, Bordiga ne pensait pas alors que le temps de la reconstitution d'un parti communiste « *réel* » était venu. Il ne la voyait en effet qu'en relation avec une reprise à venir de la lutte de classe prolétarienne révolutionnaire et seulement sur la base d'un parti révolutionnaire. En particulier, elle devait reposer sur des principes fermes et liée à un programme très précis. Pour cette raison, bien que Bordiga ait offert son soutien et avis à la Fraction de Gauche des Communistes et Socialistes Italiens quand elle émergea en Italie du Sud, il ne la rejoignit pas officiellement.

Après avoir débarqué en Sicile en juillet 1943, l'armée alliée avança lentement vers le nord et arriva finalement à Rome en juin 1944. Le Nord ne fut « *libéré* » qu'en avril 1945. L'Italie fut ainsi coupée en deux par la ligne du front. La vie politique reprit au sud pendant ces dix longs mois, et les syndicats et les partis politiques se reconstituèrent. La CGL fut spontanément ressuscitée par des militants de base de gauche, trotskystes et opposants socialistes et communistes et par des membres du Parti d'action. La direction du PCI choisit de garder ses distances de ce vaste mouvement de classe.

Après avoir pris un poste ministériel dans le gouvernement, le PCI eut à résoudre l'un de ses problèmes les plus pressants avec la façon de réaliser son homogénéité théorique et d'organisation. Il y avait encore dans le parti des conceptions politiques confuses et des initiatives organisationnelles incontrôlées. Une fraction des membres radicaux dans la CGL se heurtait constamment au comité central du parti sur toutes les questions relatives aux ouvriers. A son retour d'Union soviétique, Togliatti réalisa que ce courant devait être détruit si ses partisans refusaient d'accepter la nouvelle orientation et ils furent proprement exclus du PCI. Le résultat fut qu'un groupe important d'exclus fut créé qui, pour l'essentiel, décidèrent de s'organiser à l'extérieur du parti mais, au moins pour le moment, pas dans une organisation politique alternative.

La formation de la Fraction engloba non seulement ceux qui avaient été exclus du PCI à ce moment, mais aussi des militants qui avaient été exclus auparavant à cause de leurs liens avec la gauche, comme Ludovico Tarsia et Antonio Natangelo, plus quelques camarades comme Edoardo Magnelli, qui avaient soutenu à l'étranger la Fraction de la Gauche communiste avec Enrico Russo. Mais contrairement à Russo, ces camarades n'avaient pas quitté l'Espagne et y étaient restés jusqu'au début de la guerre. La figure principale en était Renato Matteo Pistone, qui avait vécu en Espagne dans les années trente et était en contact direct avec l'organisation trotskyste. La convergence de ces différents individus provoqua une discussion théorique qui, jusque dans ses désaccords, poursuivait la politique du vieux PCd'I et particulièrement de sa gauche. Ces échanges emmenèrent tout le mouvement vers des positions en complète opposition avec le stalinisme.

Comme ils considéraient que le moment n'était pas encore venu de créer un « *nouveau* » Parti communiste, ces militants s'orientèrent vers la gauche existant dans les partis du PCI et du PSIUP qui attiraient alors un nombre croissant d'ouvriers. La Fraction essaya de ramener les partis de gauche

existants à un point de vue ouvrier — s'il y avait une chance d'y arriver — et de ne former un groupe indépendant que si cette tâche s'avérait impossible ou si la situation exigeait une claire démarcation d'avec les forces révolutionnaires et réactionnaires. Bien que le mouvement s'appelât lui-même fraction, sa structure était celle d'un parti, avec un comité central et un comité exécutif et des statuts reposant sur le centralisme démocratique.

Une tâche immédiate était la formulation d'une critique de la stratégie d'union nationale du PCI. Les origines de cette politique se trouvaient dans les décisions du 3e congrès de l'Internationale communiste (9) qui étaient perçues comme un renoncement à l'assaut direct du capitalisme et un tournant vers un compromis avec les organisations réformistes. Cela n'avait été qu'une erreur tactique qui avait pu être corrigée mais la dégénérescence qui s'était produite alors avait eu pour résultat que le PCI proposait l'unité avec la bourgeoisie et la vendait aux ouvriers comme un compromis nécessaire.

En dépit des intentions de ses fondateurs de ne recruter que des « *éléments sélectionnés* », la Fraction devint bientôt une organisation de masse, s'étendant très rapidement à Naples, en Campanie et dans les autres régions italiennes du sud et particulièrement en Calabre. De nombreuses branches apparurent bientôt à Naples et dans les environs avec plus de 10 000 membres et sympathisants. Le mouvement grandit avec chaque exclusion nouvelle ou démission volontaire du PCI. Des membres du PCI démissionnèrent parfois en signe de protestation contre l'action disciplinaire de la direction contre leurs camarades. Par exemple, quand Vincenzo Iorio, secrétaire de la Bourse du Travail de Naples et membre de la Fraction, fut exclu, un groupe de communistes démissionna en signe de solidarité.

Des branches de la Fraction furent établies à Castellamare, Torre Annunziata, Avellino, Salerne et dans d'innombrables autres villes de Campanie. Ailleurs dans le sud, le mouvement se répandit dans les Pouilles, et, avec la « *libération* » progressive de l'Italie, gagna vers le nord, Rome et Grosseto, plus tard Florence.

Le PCI paraissait ne faire aucune attention à la Fraction et ne fit jamais de référence à elle dans sa presse officielle. Il préférait travailler en secret, diffusant des commentaires malveillants sur des membres individuellement. Il redoutait cependant profondément ce mouvement et la liquidation de la CGL fut une partie de son combat pour briser les liens de la Fraction avec les masses ouvrières. Toute expression de l'opposition de gauche était baptisée avec mépris « *trotskyiste-bordiguiste* » avec l'usuelle équation simple : « *Trotskyisme égale fascisme* ».

La Gauche (*trotskyiste-bordiguiste* comme la Fraction s'est parfois appelée elle-même) répliquait à ces accusations presque comme si c'était un crime que d'être « *trotskyiste-bordiguiste* » et disait qu'elle était simplement un mouvement marxiste. Elle répudiait toute affinité avec le trotskysme, car défendre Trotsky contre les mensonges du stalinisme ne signifiait pas adopter ses théories et ses idées politiques. La Fraction espérait ainsi réfuter tant les accusations du PCI que la critique des trotskystes italiens de Naples qui étaient également actifs dans la CGL.

La polémique dans la presse de la Fraction était essentiellement dirigée contre la participation du PCI au gouvernement, vue comme une « *sinistre trahison* ». Un des journaux de la Fraction, *Il Proletario*, assurait que les communistes avaient rejoint le gouvernement avec l'objectif d'établir une « *démocratie progressiste* ». Mais qui donc les a embauchés pour « *établir une démocratie anti-bourgeois et anti-capitaliste progressiste, sinon les mêmes partis qui sont l'émanation de ces mêmes classes ?* ». La Fraction centra son attention sur le Parti démocrate-chrétien, celui qui avait la faveur du PCI dans ses alliances, et sur sa fonction dans la société italienne, et reconnu à juste titre le parti catholique comme l'axe autour duquel les autres partis allaient bientôt tourner parce que les liens étroits entre le Vatican et les grands capitalistes italiens étaient très visibles. La Fraction condamna la

recherche par le PCI d'une alliance avec les démocrates-chrétiens comme une renonciation totale à la défense de la classe ouvrière.

La principale accusation contre Togliatti était qu'il avait l'intention d'éliminer la lutte de classe de l'ordre du jour politique et d'« *engager le prolétariat dans un conflit militaire qu'il représentait comme un combat* » pour « *libérer nos frères opprimés* ». Contrairement à Staline et à Togliatti, la Fraction considérait que la guerre était un conflit impérialiste pour la répartition du monde en sphères d'influence. *Il Proletario* formulait une prédiction qui allait bientôt se révéler exacte :

« Bientôt on créera une armée sous le drapeau du roi et après que cette armée aura "libéré" le reste de l'Italie, le dirigeant du Parti communiste sera placé devant un dilemme : il devra désarmer les partisans communistes ou bien les appeler à remettre leurs armes à la bourgeoisie une fois pour toutes. Nous sommes certains que le marxiste Ercoli (Togliatti) désarmera le prolétariat ».

La Fraction critiqua la participation des organisations ouvrières au CLN parce qu'elle ne faisait rien pour défendre les intérêts de la classe ouvrière et parce qu'elle avait été décidée par leurs dirigeants sans aucune discussion à la base.

La Fraction plaçait de grands espoirs dans les forces des partisans, mais pas parce qu'elle les considérait comme un mouvement socialiste révolutionnaire ; la gauche en Italie du sud avait parfaitement conscience que ce mouvement était divisé en plusieurs tendances. La Fraction, prudemment, ne conseillait que les bandes communistes, parce qu'elles considéraient qu'après avoir perdu leurs illusions dans le PCI, elles pourraient devenir de « *véritables* » communistes. Togliatti d'un autre côté, voulait restreindre ces forces à la lutte entre capitalistes italiens et allemands pour la « *libération nationale* ».

La Fraction faisait des remarques acerbes pour le nouveau gouvernement monarchique auquel participaient toutes les forces bourgeoises, assurant que « *la bourgeoisie sait très bien sur quelles forces elle peut compter et lesquelles, le moment venu, devront être larguées* ». Il n'y avait pas longtemps, les généraux et les *squadristi* maintenaient les masses sous l'autorité de l'Etat, tandis qu'aujourd'hui « *nous avons besoin de démocrates* ».

Le fascisme avait été créé par la bourgeoisie mais le 25 juillet 1943, elle l'avait rejeté et c'était une initiative définitive dans le jeu, un jeu qu'aucun des partis n'aurait joué si les partis pseudo-prolétariens ne l'avaient pas soutenu. Ces partis aidaient activement à détourner l'attention de la responsabilité réelle de la bourgeoisie et situaient la base du fascisme dans le capital et la bourgeoisie, mais seulement dans certains secteurs particulièrement réactionnaires d'entre eux.

La Fraction atteignait les masses, comme nous l'avons dit, à travers son travail dans les syndicats. La CGT, avec Enrico Russo comme secrétaire, était le lien vital entre la classe ouvrière et les masses paysannes. Bien que d'autres mouvements d'opposition de l'Italie du sud fussent représentés à Naples comme le Centro Marxista d'Italia, le Partito Operaio Comunista et autres groupes de moindre importance, la Fraction jouait incontestablement le rôle dirigeant.

Lors du congrès syndical à Salerne en février 1944, « *la Gauche remporta un notable succès quand elle emporta deux des trois postes qui étaient réservés pour le Parti communiste* ». La Fraction était confrontée à l'hostilité croissante du PCI qui prit la forme de tentatives de briser la solidarité des dirigeants syndicaux par de misérables manœuvres et de les isoler en diffusant de basses calomnies. La Fraction considéra la création de la CGIL comme ayant une grande signification : « *Les syndicats ne dépendent plus des masses ouvrières : ils ont été absorbés dans la sphère d'influence de l'Etat, un Etat*

bourgeois ». Ultérieurement, pour confirmer ce jugement, la Fraction publia les écrits de Trotsky en 1940 sur le rôle des syndicats dans la phase avancée du capitalisme.

Placée devant la décision des partis « *démocratiques* » d'établir un nouveau syndicat « *uni* » et de collaboration de classe sans tenir compte du syndicat qui avait été créé par les masses ouvrières, la Gauche serra les rangs autour de la CGL dans une défense intransigeante de cette organisation, même alors que ses membres étaient déjà résignés à sa dissolution. Le 28 octobre 1944 *La Sinistra Proletaria* (la Gauche prolétarienne) rendit compte de la décision des autorités alliées de retirer l'autorisation de publier *Battaglie sindacali* (Batailles syndicales) journal de la CGL, qui était édité par le trotskyste Nicola di Bartolomeo. La Fraction arriva bientôt à la conclusion que le seul moyen de continuer la défense de la classe ouvrière était de travailler dans la CGIL. L'opinion générale de la Fraction sur les autres groupes d'opposition en Italie était positive et elle considérait que ces groupes pourraient aider à la construction d'une alternative ouvrière au PCI « *centriste* » mais que, comme le disait *Il Proletario*, la base insistait sur l'unité révolutionnaire. La Fraction voulait établir des contacts avec les autres groupes révolutionnaires, car elle considérait que les événements italiens « *revêtaient de plus en plus le caractère typique d'une situation pré-révolutionnaire à un moment où il n'y avait pas encore de parti homogène réellement basé sur la classe* ».

Après avoir conclu que ces groupes représentaient des formes positives d'opposition, la Fraction se conduisit avec eux d'une manière quelque peu sectaire au niveau théorique et refusa l'unité avec toutes. Elle accepta des discussions et des débats, mais ses dirigeants refusèrent de faire des compromis sur les questions théoriques. Cette intransigeance était due d'abord à la nécessité de maintenir l'indépendance de la classe ouvrière en vue de l'imminence de la situation révolutionnaire. L'union des masses d'Italie du Nord avec celles du sud transformerait l'Italie en un tonneau de poudre. Cela ne s'était pas encore produit, mais arriverait tôt ou tard. La force du prolétariat italien serait alors complétée par le redressement de la classe ouvrière européenne qui, après une longue période de démobilisation, reviendrait à la vie.

Après la « *libération* » de Rome, les armées alliées avancèrent de plus en plus vite et, en octobre, avaient atteint une ligne de front qui allait de Pise à Rimini, la fameuse ligne gothique, où ils firent halte jusqu'au printemps. Ce mois, le gouvernement formé par Bonomi et Togliatti refusa de permettre la publication légale d'*Il Proletario* et quelques mois plus tard, *La Sinistra Proletaria* fut traitée de la même façon. Peu avant, le même destin avait frappé le journal *Frazione di Sinistra salernitana* (Fraction de Gauche de Salerne) que le mouvement de ce nom avait publié dans cette ville. Ainsi, en pleine période « *démocratique* », les journaux de l'opposition étaient obligés, comme auparavant, de circuler illégalement.

Divisés entre eux, les petits groupes d'opposition de gauche étaient incapables de résister à ces actes répressifs et quelle force avaient-ils en comparaison du nouvel Etat ? L'unique mouvement d'opposition qui aurait pu devenir un pôle unificateur d'attraction était la Fraction. A la fin de 1944, elle convoqua un congrès, pour janvier 1945, de tous les représentants de « *centres de l'opposition de gauche* » comme des représentants « *des autres mouvements ou fractions de partis* ». Ce congrès, de caractère « *privé* », se termina sans conclusions pratiques en dépit de la grande importance que lui donnait *La Sinistra Proletaria*. A la fin, après le vote d'une motion appelant à la création d'un parti ouvrier, un comité de quatre membres issus de chaque groupe fut créé avec pour tâche de préparer le « *premier congrès public de l'opposition de gauche d'Italie du centre et du sud* ». Après un bref intervalle cependant, on n'entendit plus parler de ce congrès.

Dans l'année nouvelle, la Fraction entra dans une période d'activité intense et large. Des branches furent établies presque partout dans le sud. Elle décida de publier un tract qui résumerait ses idées.

Intitulé *Per le Costituzione del Vero Partito Comunista* (Vers la constitution d'un véritable Parti communiste), ce tract fut préparé par Renato Matteo Pistone et Libero Villone, avec l'aide de Bordiga. Il affirmait qu'il était maintenant tout à fait impossible de ramener les deux partis de gauche traditionnels vers la politique révolutionnaire et que le mouvement d'opposition devait créer un « véritable » parti communiste. Ce caractère strict sur le plan des idées était illustré par une référence à l'expérience récente du mouvement communiste reposant sur la critique, développée par la Gauche italienne, de la dégénérescence de la IIIe Internationale et de l'Union soviétique. L'opposition en exil sous le fascisme avait considéré que c'était là la question centrale à résoudre pour paver la voie au redressement du mouvement socialiste. Les problèmes politiques cruciaux avaient leurs racines dans la transformation politique survenue en Union soviétique. La victoire des « centristes » sur les forces léninistes en Union soviétique avait abouti à la victoire des intérêts bureaucratiques, conduisant ainsi à la création de deux classes opposées et en conflit. Bien que les rapports d'exploitation de classe en Union soviétique fussent reconnus, il n'était donné aucune définition intelligible de son caractère social et la question n'était pas claire de savoir si la structure socio-économique soviétique devait encore être considérée comme « du socialisme dégénéré » ou comme ouvertement capitaliste.

La première tâche pour la Fraction était la construction du parti révolutionnaire car elle considérait son absence dans une situation objectivement favorable comme une catastrophe pour le mouvement ouvrier.

Dans la même période, la presse du PCI accentua ses attaques contre « le gauchisme ». En janvier, la revue théorique du PCI, *Rinascita*, réclama la liquidation des « trotskystes » grecs. Le 5 janvier, à Rome, *L'Unità* publia un article intitulé « Pour la Pureté de notre Parti, l'Alerte Révolutionnaire » ? Quatre jours plus tard un éditorial de Velio Spano parut sous le titre « Extrémisme Creux et Positions Réactionnaires ». Deux semaines plus tard, le même dirigeant communiste fit référence aux communistes d'opposition comme des « bandits politiques ».

Après la fin de la guerre, toutes les perspectives d'unification avec d'autres groupes du sud de l'Italie furent abandonnées. Néanmoins la question resta posée de savoir comment un parti pourrait être créé sur une base nationale. Des divergences considérables d'opinion apparurent dans la Fraction, qui conduisirent à l'apparition de deux courants, l'un dirigé par Libero Villone et Enrico Russo et l'autre avec à sa tête Ludovico Tarsia, La Camera, Maruca et Pistone. Le premier voulait une position politique moins intransigeante et plus « flexible » tandis que le second tendait une fois de plus vers la politique rigide du PC d'origine.

Entretemps, la « libération » du Nord offrit à la Fraction la possibilité de rencontrer le Partito Comunista Internazionalista, avec lequel elle tomba d'accord pour fusionner en juillet. Cette initiative politique réduisit rapidement l'influence de l'organisation et provoqua le départ de nombreux militants : Enrico Russo passa au PSIUP, certains au PC et d'autres ; comme Libero Villone, rejoignirent le Partito Operaio Comunista.

3. Le Partito Comunista Internazionalista

Le Partito Comunista Internazionalista, plus connu sous le nom de son journal comme le groupe *Prometeo*, différait radicalement de tous les autres mouvements de gauche de son époque. Son caractère était si unique que le PCI l'utilisa comme mesure en condamnant la politique des diverses organisations à sa gauche.

Bien que le parti ait été formellement lancé le 8 septembre 1943, sa structure d'organisation était alors en place depuis longtemps. Le mouvement avait d'abord son centre à Milan, qui était la principale ville de Lombardie et le centre de l'antifascisme dans l'Italie du Nord, et on prit des mesures pour implanter

le parti partout. Les Internationalistes eurent leur premier contact avec d'autres mouvements de gauche à Milan en 1942. Cela n'entraîna pas de coopération parce que les positions intransigeantes et les traditions historiques et théoriques de ce groupe signifiaient qu'ils avaient peu en commun avec l'un quelconque des autres mouvements formés pendant la guerre.

Comme la Fraction de Gauche dans le Sud, le Partito Comunista Internazionalista se réclamait comme source d'inspiration tant du PCd'I de 1921 que de la Fraction italienne de la Gauche communiste formée en France dans l'émigration antifasciste. Cependant cette tradition fut reprise par les militants restés en Italie et qui avaient rempli les prisons fascistes et les lieux d'exil (*confino*). L'un de leurs dirigeants était Onorato Damen qui avait un long passé de militant, d'abord au PSI, plus tard au PCd'I, qui avait été maintes fois arrêté et condamné sous le régime fasciste. Bruno Maffi avait été dans le mouvement antifasciste avancé *Giustizia e Libertà* et avait été gagné au communisme révolutionnaire en 1935 pendant son exil intérieur.

Parmi les autres militants qui ont aidé l'organisation à se former et se développer, il y avait Mario Acquaviva, Secondo Comune, d'Asti, Fausto Atti, de Bologne, Vasco. Rivolti et Giancarlo Porrone, de Turin, Attilio Formenti, de Voltolina. Ultérieurement, bien des militants dont Mauro Stefanini, Gigi Danie-lis et Tullio Lecci, revenus de l'étranger, rejoignirent l'organisation, apportant avec eux leurs années d'expérience de la lutte en exil. D'autres militants furent libérés plus tard de prison pendant les 45 jours de la domination de Badoglio.

Les études sur la Résistance ont reconnu le rôle joué dans la lutte de classe en Italie du Nord par les militants qui ont contribué à former ce mouvement et leur présence dans les grèves de mars 1943 a été confirmée par plus d'une source. Le parti a grandi très vite après la chute du fascisme et l'armistice et a réussi à publier *Prometeo* qui a été mensuel jusqu'en octobre 1944, était imprimé à Turin sur une presse qu'utilisaient bien d'autres groupes clandestins antifascistes.

La guerre et la classe ouvrière

Les militants qui devaient former le PC Internazionalista considéraient qu'une période révolutionnaire semblable à celle qui traversa l'Europe pendant la Première Guerre mondiale et tout de suite après, était plus ou moins imminente et que la classe ouvrière, agissant de façon autonome et indépendamment des autres classes sociales, serait capable d'une intervention sérieuse. L'appel des Internationalistes à une complète autonomie du prolétariat ne découlait pas seulement de la tradition politique dont ils provenaient mais aussi de leur compréhension de la nature sociale de la guerre mondiale.

Tandis que tous les autres groupes de gauche tendaient vers une lutte qui, au premier abord, devait être antifasciste et pas seulement anticapitaliste, les Internationalistes insistaient sur la nécessité d'une lutte en commun sur les deux fronts, ou, plus exactement une défense sur les deux fronts, puisque le prolétariat était temporairement, très clairement, dans une position d'infériorité par rapport à ces deux forces.

Cette position était en contraste frappant avec celle que proposaient les leaders du PCI pour qui la guerre était un conflit d'un caractère unique — une guerre entre la domination totalitaire fasciste d'un côté et la démocratie de l'autre — d'où découlait la nécessité d'unir toutes les forces « progressistes » pour combattre la « barbarie » représentée par l'Allemagne et le régime de Mussolini et sauver en même temps le socialisme en Russie et la civilisation occidentale. Le PC Internazionalista opposa à cette analyse celle qui faisait de la guerre comme une répétition — bien que sous une forme différente — de la Première Guerre mondiale. La Deuxième Guerre mondiale était ainsi vue comme la conclusion inévitable de phases successives et de conflits partiels qui s'étaient succédés — invasion de la Chine et

de l’Ethiopie, Guerre civile espagnole, etc. — jusqu’à ce qu’elles aient abouti à un conflit général. Les pays fascistes et « démocratiques » étaient également responsables du conflit : « *Il n’y a pas d’espace pour un compromis entre le prolétariat et la guerre ; aucune guerre menée au nom du fascisme ou de la démocratie n’est dans l’intérêt du prolétariat, toutes ces guerres-là sont dans l’intérêt de la classe dirigeante* ».

Prometeo plaçait la guerre dans un cadre global où, en dernière analyse, les petites puissances étaient soumises à la volonté des plus grandes et où les Etats victorieux partageraient entre eux le « butin » de leurs sphères d’influence. Les Internationalistes proclamaient que la lutte pour l’indépendance nationale avait perdu toute signification dans ce tableau à l’échelle du monde, car rejoindre la défense de la patrie — même alliée à des « démocrates » — signifiait être subordonné à l’un des commandements militaires du capitalisme. Le prolétariat était obligé de maintenir farouchement une position indépendante pour défendre son existence, même s’il ne s’agissait que la défendre physiquement.

Les difficultés causées par la guerre empêchèrent *Prometeo* d’élaborer une analyse théorique des causes réelles du conflit. Il définissait la guerre comme impérialiste parce que tant les fascistes que les puissances « démocratiques » combattaient contre la classe ouvrière et quelques articles assuraient même que la lutte contre le prolétariat était l’objectif premier de la guerre. Les Internationalistes dénonçaient aussi le coût social de la guerre, aussi bien en termes de destruction de richesse accumulée que de gaspillage en vies humaines.

Finalement les Internationalistes proclamaient que le conflit n’était pas entre démocratie et totalitarisme, comme l’affirmaient les partis de gauche, parce que les maîtres de l’Union soviétique avaient pendant les années 30 imposé un système totalitaire à leur peuple et liquidé politiquement et physiquement presque tous ceux qui avaient combattu aux côtés de Lénine pendant la Révolution d’Octobre.

Les Internationalistes revenaient à Luxemburg et Lénine et utilisaient délibérément le terme d’« *internationalistes* » pas seulement pour se distinguer du PCI et de sa politique nationaliste, mais aussi pour montrer leur continuité avec les forces qui s’étaient opposées à la Première Guerre mondiale d’un point de vue révolutionnaire. Ils n’avaient pas peur d’être une petite minorité et s’appuyaient sur l’expérience des conférences de Zimmerwald et de Kienthal. Ils citaient souvent les écrits de Lénine, les appliquant directement à la guerre actuelle afin à la fois de confirmer la justesse de leur thèse et de s’opposer aux positions du PCI.

Les Internationalistes considéraient que le fascisme était tombé le 25 juillet 1943 parce que la classe dirigeante n’avait plus besoin de lui. Un tract distribué à Turin en août 1943 déclarait :

« La bourgeoisie, la monarchie et l’Eglise qui ont créé et soutenu le fascisme, qui aujourd’hui jettent Mussolini au peuple pour éviter de tomber avec lui et arborent des vêtements démocrates et populistes pour continuer à exploiter et opprimer la classe ouvrière, n’ont aucun droit de dire ne serait-ce qu’un seul mot dans la crise d’aujourd’hui. Ce droit appartient exclusivement à la classe ouvrière, aux paysans et aux soldats qui sont les éternelles victimes de la pieuvre impérialiste ».

A ce moment, les Internationalistes considéraient que les dirigeants des partis antifascistes — qu’ils appelaient les Kerensky d’Italie — cherchaient à former un gouvernement de coalition « démocratique » mais que ces espoirs étaient ruinés, au moins pour le moment, par l’avance en Italie des troupes allemandes le 8 septembre et ensuite leur occupation du pays jusqu’au nord de Naples.

Pendant la période du gouvernement Badoglio, la propagande des Internationalistes était pour la fin de la guerre ; les sentiments antiguerres étaient profonds dans la classe ouvrière et il y eut des grèves contre la poursuite de la guerre, entraînant des dizaines de milliers d'ouvriers. Les grèves qui éclatèrent après la mi-août 1943 avaient un profond caractère de classe avec la revendication de la libération de tous les prisonniers politiques, de tous les ouvriers arrêtés, des hausses de salaires, le retrait des soldats de toutes les usines et l'adoption de mesures pour établir des comités d'usine.

Entretemps les comités d'usine avaient reparu spontanément. Les Internationalistes voyaient dans leur création un signe très positif, car ils avaient exprimé, bien que de façon limitée et sporadique, le désir des masses de dépasser les luttes seulement économiques. Très tôt cependant, les comités passèrent sous contrôle bureaucratique grâce aux efforts du socialiste Buozzi et du communiste Giovanni Roveda qui furent choisis par Badoglio pour prendre en mains les anciens syndicats fascistes afin, comme disait *Prometeo*, « de canaliser l'élan révolutionnaire dans la légalité bourgeoise ». Les Internationalistes faisaient campagne contre cette tentative d'institutionnaliser les comités d'usine avec l'intention de préparer la classe ouvrière pour une nouvelle vague de grèves à venir.

Les Internationalistes se trouvèrent dans une position assez difficile après l'armistice. Nombre d'ouvriers soutenaient l'intense campagne des forces politiques « démocratiques » pour l'unité nationale, bien qu'elles eussent conscience aussi que la classe dirigeante s'effondrait et que le renouveau de grèves et autres luttes en Italie conduisait à une situation révolutionnaire, comme si la fin du capitalisme était en vue. Ils pensaient que la disparition du fascisme allait conduire directement à l'effondrement de l'Etat capitaliste. C'était cependant une illusion. La propagande des Internationalistes soulignait que l'appel à l'unité nationale était incompatible avec les revendications lancées par les ouvriers dans leur vague de grèves. Ils reconnaissaient que l'optimisme des ouvriers était mal placé, car le rapport des forces était clairement en faveur des capitalistes du fait de l'écrasante présence des armées nazie et alliée et de leur détermination d'engager le prolétariat dans leur guerre.

Tandis que les partis « démocratiques » posaient la guerre comme un problème moral et, dans une propagande aux sous-entendus racistes, voyaient l'Allemagne comme la véritable incarnation du Démon, les Internationalistes disaient que les nazis étaient en réalité « *le dernier chancre du régime capitaliste, la forme suprême de sa putréfaction* ». C'était un phénomène allemand, non parce qu'il avait des racines dans un prétendu « *caractère allemand* » ou quelque obscur trait racial inhérent ; mais parce que le capitalisme allemand avait atteint des « *manifestations les plus parasitaires* ». Plutôt que de soutenir une guerre pour combattre la barbarie allemande, la tâche principale était d'opposer la guerre au système qui l'avait déchaînée. Il fallait revenir à la stratégie de Lénine dans la Première Guerre mondiale — « *semmer dans les rangs des soldats allemands les germes de la fraternisation, de l'antimilitarisme et de la lutte de classe, et répandre aussi la maladie contagieuse de la révolution prolétarienne* ».

Les Internazionalistas firent appel au prolétariat allemand comme une forme révolutionnaire potentielle parce qu'ils considéraient qu'il avait « *un niveau très élevé de développement économique et social* » ; et surtout « *un potentiel de convulsions révolutionnaires accumulées pendant ces dures années de la dictature et de la guerre* ». Une fois le prolétariat allemand revenu à la lutte ouverte — un retour qui, selon *Prometeo*, coïnciderait avec l'arrivée de la crise que pouvait provoquer la guerre —, on ne se ferait pas « *rouler une fois de plus par le centrisme* » et on opérerait sur la base du communisme, c'est-à-dire du communisme internationaliste.

En décembre 1943 le PC Internazionalista publia un manifeste contre la guerre et pour un front unique ouvrier. L'objectif était de relancer la lutte de classe, puisque les grèves antérieures « *s'étaient*

terminées dans les bureaux des administrateurs, laissant les ouvriers amers et obligés de reprendre le travail pour soutenir le massacre quotidien de leurs frères ». Le front uni n'était pas destiné à être une alliance de partis mais essentiellement à créer l'unité de la classe ouvrière, indépendamment des idéologies politiques. L'unique réponse à cet appel cependant vint des syndicalistes révolutionnaires et des communistes libertaires. L'épisode démontrait la faiblesse des mouvements de gauche face à la poursuite de la guerre.

Quant aux comités d'usine qui avaient été mis sur pied sous le régime fasciste, les Internationalistes considéraient qu'ils ne pourraient exprimer les intérêts de la classe ouvrière que s'ils étaient autorisés à exister et agir sur une stricte base ouvrière. Ce n'étaient pas cependant des institutions autonomes. Une fois élus, ils furent incapables de s'engager dans une activité effective, car ils faisaient partie des structures syndicales autoritaires qui opéraient « *en dehors et contre la volonté des ouvriers* ». Plus, l'impossibilité de les utiliser fut démontrée par l'expérience des luttes de classe dans les usines. Ils existaient simplement pour compléter les directives des dirigeants syndicaux, des préfets et des autorités militaires allemandes, et les militants apprirent à leurs dépens, par leur propre expérience, que ces comités devaient essentiellement espionner les ouvriers et leur imposer un ordre policier.

Les Internationalistes prirent part à la vague de grèves qui explosa en Italie du Nord à la fin de décembre 1943. Ils firent campagne contre la guerre et essayèrent de transformer ce combat sur des questions économiques en lutte politique plus large contre ceux qui défendaient aussi bien le fascisme que la « *démocratie* », qui voulaient continuer la guerre. Les grévistes réussirent à gagner des améliorations économiques mais leur victoire fut éphémère car elle ne réglait pas les problèmes les plus profonds que la classe ouvrière affrontait du fait de la guerre : les bombardements, la destruction de leurs maisons, la difficulté d'obtenir de quoi manger.

Réévaluation de l'expérience soviétique

L'attitude des Internationalistes vis-à-vis de la guerre les obligeait à réévaluer l'expérience historique et la nature sociale de l'Union soviétique, du fait de la participation de ce pays à la guerre légitimée par la politique et l'activité du PCI. C'était une affaire cruciale, car la base du PCI était sentimentalement attachée à Staline et à l'Etat soviétique qui représentaient pour eux la révolution d'Octobre et la construction du socialisme. Le respect pour l'Union soviétique grandit énormément pendant la guerre et pour quelque temps après elle. De très nombreux ouvriers étaient pour une politique prolétarienne militante et considéraient que la politique d'alliance avec toutes les classes, que souhaitait Moscou, n'était qu'une tactique qu'il faudrait le moment voulu remplacer par une stratégie anticapitaliste authentique. Malgré leurs sentiments anticapitalistes pourtant, les ouvriers influencés par le PCI tendaient vers une attitude attentiste et leur activité pratique restait dans le cadre de l'antifascisme.

Les Internationalistes tirèrent la conclusion qu'en 1927 l'avant-garde prolétarienne avait été battue en Union soviétique par « *la couche dirigeante qui avait poussé la politique de la Nep jusqu'à ses conclusions les plus réactionnaires* » et que ce qui était considéré comme une socialisation servait de façade à une évolution qui sacrifiait les intérêts du prolétariat — nécessairement liés au destin de la révolution mondiale — au bénéfice de la formule réactionnaire du « *socialisme dans un seul pays* ». Le socialisme avait été répudié en faveur d'un Etat isolé qui, loin de dépérir, avait réprimé et anéanti les soviets, les organisations les plus authentiques du pouvoir prolétarien. L'Etat avait permis la naissance de fortes inégalités, « *une couche d'actionnaires de la propriété nationalisée* » était apparue, tandis que le prolétariat, sous un système de « *socialisation* » présenté comme le socialisme, était « *obligé de travailler jusqu'à l'os pour la guerre* ». La politique extérieure soviétique avait changé dramatiquement avec un tournant définitif, l'abandon de l'orientation internationaliste des premières

années. L'Etat soviétique, auquel les Internationalistes s'identifiaient, était celui de la période révolutionnaire d'Octobre. Ils considéraient que, comme l'Union soviétique n'était plus désormais un facteur révolutionnaire et ne différait pas des autres Etats capitalistes, son rôle dans la guerre n'avait rien à voir avec le socialisme.

La fraude de la socialisation

Quand Salo la fasciste se couvrit de son masque républicain, les Internationalistes non seulement dénoncèrent avec vigueur la façade « *sociale* » au moyen de laquelle elle tentait de dissimuler sa vraie nature, mais essayèrent d'analyser la signification de ses propositions de « *socialisation* ». Ils reconnaissaient que la démagogie pseudo-socialiste de Salo était destinée « *à entraîner des couches plus larges des masses laborieuses dans la guerre des puissances de l'Axe* », mais n'était pas un réel danger, car les grèves de mars 1943 avaient démontré l'hostilité de la classe ouvrière aux Chemises noires. De plus, le gros de la bourgeoisie italienne avait pris ses distances à l'égard du fascisme et son seul soutien social était l'occupant allemand. Néanmoins la question de la « *socialisation* » fut abordée en relation avec le développement général du capitalisme et les Internationalistes étudièrent le phénomène de la propriété privée dans « *un sens collectif* ». Finalement ils relevèrent que les mots « *nationalisations* », « *placer sous contrôle de l'Etat* » et « *socialisation* » étaient couramment utilisés dans tous les programmes des partis bourgeois, de droite comme de gauche, montrant que c'était seulement là la politique exigée par une « *crise économique* », qui tendait vers le capitalisme d'Etat.

En avril 1944, le PC Internazionalista revint à la question de la « *socialisation* ». *Prometeo* assura que les « *démocrates* » avaient aussi peur que les fascistes d'une explosion révolutionnaire, et qu'ainsi les propositions de « *socialisation* » étaient devenues une partie nécessaire des programmes des partis démocratiques mais que la fin de la guerre démontrerait que le parallèle n'était que trop réel. Les partis « *démocratiques* » dénonçaient la « *socialisation* » comme démagogique quand elle apparut en pratique de la même sorte dans un décret adopté par le CLN le 25 avril 1945.

Pour clarifier, *Prometeo* répéta que la socialisation recherchée par les vrais communistes était diamétralement opposée à la socialisation tant des fascistes que des partis du congrès de Bari : « *Sans révolution prolétarienne, il ne peut y avoir de véritable socialisation, et toute expérience collectiviste dans l'Etat bourgeois doit toujours être tenue pour dirigée contre la classe ouvrière* » (9).

Résistance nationale ou lutte de classe ?

Les positions politiques distinctes et intransigeantes du PC Internazionalista provoquèrent une réponse violente des dirigeants communistes officiels. L'un d'entre eux, Pietro Secchia, dénonça les Internationalistes comme des espions au service direct des nazis. En particulier, il les accusa de répandre la passivité et de s'abstenir de participer à la lutte de la Résistance. La dernière accusation était juste. Les Internationalistes ne tenaient pas la lutte partisane pour une question isolée mais comme une partie d'un conflit impérialiste, une guerre menée contre le prolétariat. Ils s'opposaient à toute participation à la guerre, quelle que soit sa forme et appelaient à la révolution sociale. Ceux qui soutenaient la guerre étaient « *clairement contre la révolution* ». *Prometeo* accusait le mouvement partisan d'être plus ou moins subordonné à l'un des commandements militaires en guerre et de combattre les Allemands sans faire la distinction entre le nazisme et le prolétariat allemand (10).

Contrairement aux affirmations de Pietro Secchia, les Internationalistes n'ont jamais eu une position « *abstentionniste* » ni condamné tous les travailleurs qui s'enfuyaient dans les montagnes. Ils comprenaient comment le cours de la guerre avait abouti à créer des détachements partisans. *Prometeo* suggérait que les forces partisans affirment leur indépendance politique et adoptent un point de vue révolutionnaire. Il pressait leurs membres ayant une conscience de classe de prendre leur

place au « *front de la lutte de classe quotidienne où leurs frères travailleurs livrent leurs batailles au milieu de dangers et de pièges pas moins insidieux* ». En prenant les usines comme axe de leur stratégie, les Internationalistes espéraient recréer l'unité ouvrière dans les grandes villes où la classe ouvrière était plus concentrée et ainsi dans une position objectivement plus solide.

Cependant, comme la majorité des partisans restaient dans les montagnes, les Internationalistes suggéraient qu'ils séparent « *leur action de celle des défenseurs de la patrie bourgeoise et de la guerre nationale et transforment leurs noyaux armés en unités d'auto-défense ouvrière prêts à reprendre demain leur place dans la lutte... pour la révolution prolétarienne* ». Les ouvriers dans les bandes de partisans devaient changer leur méthode de travail et s'organiser « *en petits groupes situés à des endroits propices à une lutte défensive* ». Les ouvriers qui avaient dû fuir dans les montagnes n'étaient pas perdus pour la lutte révolutionnaire. Les Internationalistes voulaient prendre contact avec eux, leur expliquer leur stratégie et les gagner sur les partis « *démocratiques qui les utilisaient dans la guerre* ». Quelques liens furent noués par des courriers mais il y eut peu de progrès réel.

Cette stratégie était évidemment lourde de difficultés, mais elle fut rendue futile par l'hostilité ouverte des dirigeants du PCI qui dépeignaient les Internationalistes comme des « *agents fascistes* » dont la tâche était de désorganiser le mouvement partisan. Deux militants qui tentaient de forger des liens avec les partisans furent assassinés par des activistes du PCI. *Prometeo* déclara de façon plutôt simpliste que les violentes attaques lancées par la presse communiste contre la gauche pourraient s'expliquer par la « *soif de pouvoir* » du PCI qui éveillait « *les instincts les plus bas* ».

Le heurt avec les communistes officiels fut direct et très violent surtout parce que le PC Internazionale réclamaient l'héritage qui avait engendré le PCI lui-même. En réalité, les Internationalistes assuraient qu'ils avaient fondé le parti à Livourne en 1921 et dénonçaient la direction stalinienne, pour avoir usurpé par des moyens bureaucratiques les positions dirigeantes dans le parti.

Le 1er mars 1944 une vague gréviste éclata dans l'Italie du Nord et la Toscane. Elle était ouvertement politique, avec un accent antiallemand. Bien qu'elle entraîna toute la force de travail et paralysât les usines pendant toute une semaine, ce fut un échec. Les grévistes furent confrontés à la terreur nazie et menacés de déportation en Allemagne. Les ouvriers ne réussirent à arracher aucune concession, malgré les promesses que leur avaient faites novembre et décembre.

Les Internationalistes participèrent à la grève, mais à la différence du CLN, ils lancèrent leurs revendications habituelles au caractère de classe : fin de la guerre, défense des intérêts économiques du prolétariat. Ils considéraient qu'on n'aurait pas dû appeler à la grève en l'absence d'une solide base dans les usines permettant aux masses de passer à l'offensive pendant une accalmie sur le front. *Prometeo* attaquait la perversion d'un instrument de la lutte ouvrière qui avait été transformée en arme dans la guerre impérialiste : « *Le prolétariat s'est trouvé dans une situation absurde et tragique, celle d'être en même temps le véritable protagoniste de la lutte active et un pion impitoyablement manœuvré par les fractions en guerre* ».

Malgré la critique de l'usage « *militaire* » de la grève, les Internationalistes se joignirent à « *l'action de façon disciplinée, comme dans toute autre bataille livrée par le prolétariat sur une base de classe* » et comme toujours ont lancé leurs propres mots d'ordre.

L'écho des grèves ne s'était pas encore apaisé qu'exploda la « *bombe Ercoli* ». La nouvelle que Togliatti avait accepté d'entrer dans un gouvernement monarchiste et aussi d'abandonner toutes les revendications de la classe ouvrière, balaya tout le pays. Le numéro d'avril de *Prometeo* était prêt à l'impression et on produisit une feuille pour être diffusée avec le journal. Ce « *tournant* » qui confirmait ce que les communistes de gauche prédisaient depuis longtemps sembla mettre un terme à leur

flegme habituel. Les Internationalistes pressèrent l'avant-garde de la classe ouvrière de rompre avec ce « *parti centriste* » et de joindre les révolutionnaires. Togliatti apparaissait comme un simple pion aux mains de Staline. Les Internationalistes disaient que toute l'évolution politique du PCI devait être analysée si on voulait comprendre. Les actions de Togliatti furent cependant seulement dénoncées et aucune analyse de la situation politique ne fut présentée, bien que les Internationalistes comprissent nettement comment le PCI avait réussi, grâce à sa politique de « *doppiezza* », à entraîner les ouvriers de gauche derrière sa stratégie de collaboration de classe.

Prometeo assura que le PCI représentait une forme nouvelle et plus brutale encore de social-démocratie, car sa capacité à prendre des initiatives audacieuses le rendait d'autant plus capable d'assister la bourgeoisie en temps de crise. Mais tandis que le PCI jouait un rôle-clé pour assurer la survie de la bourgeoisie italienne, il n'était pas pour autant devenu une organisation social-démocrate. Sa nouvelle orientation n'était pas la décision d'un parti à base nationale, mais faisait partie d'une vaste stratégie élaborée à un niveau global par l'Union soviétique en collaboration avec les principales puissances alliées.

Le PC Internazionalista différait des partis « *démocratiques* » en particulier du PCI, pas seulement par ses objectifs politiques mais aussi par son approche tactique générale. Il était en désaccord avec les attaques terroristes lancées par les *Gruppi di Azione Patriotica* (Groupes pour l'action patriotique) et autres commandos de partisans, pas à cause d'une révolte à l'égard de la violence mais parce qu'une telle tactique était étrangère aux traditions ouvrières et au marxisme. Les attaques terroristes perpétrées par des individus ou de petits groupes pouvaient se comprendre, vu les circonstances, « *mais comprendre quelque chose ne signifie pas l'accepter ni, pire encore, commencer une politique de violence, dont la formulation remonte toujours à des "rebelles" petits-bourgeois et jamais à la saine tradition de lutte de classe* ». Pour l'essentiel, ces actions avaient fait beaucoup de mal à la classe ouvrière et surtout ses éléments les plus actifs, car les fascistes l'utilisaient comme prétexte pour justifier leur répression et, à bien des occasions, ceux qui les payèrent de leur vie étaient des ouvriers révolutionnaires qui n'avaient rien à voir avec le terrorisme.

Les Internationalistes proposaient que les ouvriers « *fassent la guerre à leur poste de travail, s'unissant dans la lutte de classe, s'organisant étroitement dans nos rangs et évitant de s'exposer à l'appareil répressif du capitalisme* ».

Après les grèves de mars 1944, malgré les énormes difficultés car la répression fasciste devenait plus dure et les communications de plus en plus hasardeuses, le PC Internazionalista essaya de construire une base dans la classe ouvrière en appelant à la construction d'organisations de masse pour s'opposer aux comités d'usine fascistes. Mais la propagande des Internationalistes souffrit de l'hostilité des communistes officiels dont l'influence ne cessait de grandir chez les ouvriers et de la nature plutôt abstraite de cette politique. Il était difficile de lier des mots d'ordre contre la guerre à la lutte quotidienne dans les usines. Ce n'est pas par hasard que *Prometeo* donnait peu de place aux revendications syndicales. Le PCI partait invariablement des besoins concrets des travailleurs — revendications syndicales, équipes de travail, indemnités, transports, marché noir, ravitaillement, etc. —, en les liant à la guerre pour la « *libération nationale* ». Ainsi les revendications ouvrières étaient sorties du contexte de classe et mêlées à la guerre contre les nazi-fascistes. Les Internationalistes étaient certains que le cours de la Première Guerre mondiale se répèterait et que « *deux années rouges* » suivraient la fin des hostilités. Ils tendaient à sous-estimer la valeur du travail syndical et surestimer le lien qu'il avait avec la politique révolutionnaire, et ne publiaient ni journal d'usine, ni journal syndical. Et cela aida le PCI à augmenter son influence parmi les travailleurs militants.

La formulation d'un programme

En septembre 1944, « *en vue de la situation critique dans la guerre* », le PC Internazionalista décida de formuler un programme soulignant les points-clés de sa vision politique. Il assurait que la victoire alliée allait renforcer le capitalisme mondial et réduire ainsi la possibilité d'une révolution prolétarienne victorieuse. Il accusait les partis socialiste et communiste de faire de l'obstruction au processus révolutionnaire et d'agir dans l'alliance militaire alliée non « *comme forces de la droite du prolétariat mais comme forces conscientes et authentiques de la gauche bourgeoise* » qui présentaient aux ouvriers la guerre des Alliés comme « *leur* » guerre. Néanmoins les partis de gauche, qui étaient dévoués à la défense du capitalisme, seraient incapables de survivre si la guerre continuait. C'était un jugement faux, car, loin de décliner, ces partis augmentaient leur influence et marginalisaient ainsi l'opposition révolutionnaire.

Les Internationalistes attendaient que la forte structure étatique — ou au moins son apparence externe — soit démocratique, mais cela ne changeait pas leur approche tactique. Le programme du parti disait : « *Nous ne croyons pas aux élections, aux constitutions ou à la liberté de presse, de parole et d'association* ». Il considérait qu'une fois la grève terminée, les partis « *démocratiques* » essaieraient de dévoyer toute avancée révolutionnaire en conduisant les travailleurs dans « *les sables mouvants des revendications partielles* ». On ne pouvait contrer cela que par le développement immédiat du parti, surtout les organisations de base, et le programme soulignait le besoin de « *créer des organisations permanentes dans les masses pour y porter la propagande, l'agitation et le recrutement* ».

La reprise de l'activité ouvrière à l'automne 1944 vit les Internationalistes engager le travail politique dans les usines. Le 21 septembre, il y avait 100 000 grévistes à Milan. Une fois de plus leurs objectifs étaient divers mais ils revendiquaient en général des augmentations de salaires et s'opposaient à la déportation des ouvriers en Allemagne. La grève fut victorieuse deux mois plus tard, en novembre 1944. Les travailleurs lombards firent de nouveau grève. Cependant la situation était sombre et l'hiver allait accumuler les difficultés. Les Alliés décidèrent de repousser la conquête de la plaine du Pô au printemps suivant et le général Alexander pressa les partisans de se démobiliser. Dans l'hiver 1944-1945, le PC Internazionalista fut la seule opposition de gauche restant au Nord. Même ainsi, il ne fut pas capable de publier *Prometeo* de tout l'hiver. Néanmoins, même pendant cette période, l'organisation de la propagande continua, avec tracts et documents dactylographiés qui le remplaçaient à cause du manque de papier.

En février 1945, le PC Internazionalista tenta de mettre en pratique la stratégie dessinée dans le manifeste qu'il avait lancé en juin 1944. Il appela tous les partis qui « *avaient une tradition ou une base ouvrière* » à former « *des comités d'agitation communs* » sur le lieu de travail pour y défendre les intérêts de la classe ouvrière. Une fois de plus, il proposa un front unique « *à la base* » (opposé au front unique traditionnel réclamé par l'Internationale communiste) et ne s'adressa pas à des organisations politiques mais directement aux ouvriers, avec un appel à la lutte unifiée sur le lieu de travail pour la défense de leurs intérêts. Les Internationalistes avaient déjà formé quelques comités d'agitation ou groupes d'usine, composés de membres et de sympathisants, avec l'objectif de mener une activité unie avec les organisations d'usine des autres mouvements politiques. Le 10 février, l'appel fut envoyé à tous les partis de gauche, y compris le PCI. Cependant la politique du PC Internazionalista eut une réponse positive de syndicalistes révolutionnaires et de communistes libertaires qui avaient une certaine audience à Milan.

Les plans des Internationalistes échouèrent à cause du rapport de forces qui continuait à changer en faveur des forces « *démocratiques* ». Plus, le PCI déclencha une offensive contre la gauche et son prétendu « *sectarisme* » en général, dans le cadre des préparatifs pour un soulèvement final antifasciste. Le PCI répondit à l'appel des Internationalistes par quelques lignes dans *La Fabbrica*, le

journal de sa branche de Milan, très à propos titré « *Provocateurs* ». Le journal stalinien dénonça le PC Internazionaleista comme un mouvement « *toléré par la police* ». Plus encore, *Prometeo* a rapporté que la branche communiste de Milan avait diffusé une circulaire dans laquelle elle invitait les Squadre di Azione Patriottica à « *intervenir résolument pour la nécessaire élimination des militants communistes de gauche* ».

Pendant la « *libération* » du nord, au début d'avril, Togliatti accusa les Internationalistes de « *chercher graduellement à aggraver les luttes politiques dans toutes les classes, partis et groupes sociaux pour susciter des obstacles, de l'agitation et une situation analogue à celle de 1919-1920, qui fut largement créée par les réactionnaires même alors* ». Togliatti proclamait qu'une combinaison des groupes extrémistes — à l'intérieur desquels il admettait qu'on pouvait trouver des ouvriers « *honnêtes* » — et des généraux réactionnaires qui voulaient répéter en Italie l'exemple de la Grèce, combinaient leurs efforts pour provoquer cette situation. Togliatti non seulement reniait la tradition militante du mouvement ouvrier mais son propre passé, car il avait été profondément engagé et avait soutenu avec ferveur ce type d'action pendant les « *deux années rouges* » de 1919-1920.

Aussi, pendant que l'opposition travaillait activement à provoquer un soulèvement de la classe ouvrière, le PCI intensifiait son combat contre les tendances « *extrémistes* », tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du parti. La tension entre le PCI et le PC Internazionaleista avait déjà connu une « *escalade* » en mars avec le meurtre de Fausto Atti par des partisans staliniens et, le mois suivant, Felice Platone répéta dans *Rinascita* la calomnie selon laquelle les « *bordiguistes* » étaient des provocateurs payés par la police secrète fasciste, l'Ovra.

La phase finale de la guerre

En avril 1945, les Alliés lancèrent une grande offensive et la fin de la guerre en Italie fut en vue. Un mois auparavant cependant, les Internationalistes avaient déclaré que la guerre était déjà effectivement terminée, malgré la poursuite du conflit militaire, parce que le combat contre le fascisme avait pris fin avec « *le transfert du pouvoir de la bourgeoisie fasciste à la bourgeoisie "démocratique" sans changement dans la structure de la société ou les relations de classe entre ouvriers et patrons* ».

La victoire avait déjà été remportée au niveau international par les Etats-Unis, la plus forte puissance capitaliste sur le plan militaire et au niveau économique, ce qui rendait plus difficile encore le développement d'un processus révolutionnaire. De toute évidence, les Internationalistes n'avaient pas souhaité une victoire nazie, ils étaient maintenant en train d'évaluer un fait accompli, une analyse du rapport des forces entre le prolétariat et la bourgeoisie à l'échelle mondiale. Mais ils ne désespéraient pas. Il y avait encore des possibilités révolutionnaires, car la classe ouvrière serait bientôt confrontée à une profonde crise capitaliste, qui suivrait quand la bourgeoisie essaierait de passer à une économie de temps de paix. Cela ouvrirait la possibilité que le prolétariat international s'engage dans la lutte pour le pouvoir. Maintenant plus que jamais, le parti révolutionnaire devait rejeter tout compromis et toute alliance hybride, politique ou parlementaire.

Il est très vraisemblable que la participation du PC Internazionaleista au grand soulèvement dans les villes d'Italie du Nord du 24 au 26 avril 1945 était due à cette conception d'une crise sociale profonde imminente. Dans les jours précédant le soulèvement, ses militants accentuèrent la distribution de tracts aux portes des usines. Le 25 avril sur les ordres de leur direction, ils prirent part à la lutte armée. Avec les communistes libertaires, ils avaient pressé les ouvriers armés de lutter pour leurs « *objectifs de classe* ». Là où les ordres du parti n'étaient pas arrivés, la logique des événements lança les militants dans l'insurrection et le 25 avril, les Internationalistes prirent les armes à Turin et participèrent à la chasse aux capitalistes.

Les militants de gauche ont été marginalisés pendant l'insurrection. Ceux qui y avaient appelé n'avaient nulle intention de renverser le capitalisme. L'insurrection avait été strictement contrôlée et dirigée depuis le début et, même si un petit nombre de militants de gauche y ont pris part et ont appelé à des objectifs ouvriers, ils ne pouvaient éviter d'être entraînés tout au long avec elle, incapables de changer sa direction générale. Après la fin du soulèvement, *Prometeo* dénonça les forces antifascistes victorieuses pour avoir démobilisé la classe ouvrière et l'avoir appelée à l'ordre.

L'analyse générale du PC internazionalista, reposant sur l'attente de la répétition mécanique de la situation produite à la fin de la Première Guerre mondiale, s'est avérée en définitive fondamentalement mauvaise. Les Internationalistes manquaient d'une analyse du cycle économique mondial et du rapport de forces entre les capitalismes européen et américain et il leur aura fallu pas mal de temps avant de réaliser que la crise qu'ils avaient prévue n'était pas à l'ordre du jour immédiat. Le PC Internationaliste a survécu à la fin de la guerre, bien qu'en minorité de plus en plus réduite.

Notes :

(1) Revolutionary History « Through fascism, War and Revolution : Trotskyism and Left Communism in Italy », vpl 4, n°5, 1995, pp. 123-158

(2) Le PCI ne comptait pas alors plus de 5000 militants, et des rangs peu homogènes.

(3) M. Scoccimaro, lettre du 14 décembre 1943, Luigi Longo ; *I centri dirigenti del PCI nella Resistenza*, Rome, 1973, pp. 252-253.

(4) Le PCI comptait 2 millions 7 en décembre 1945, 2 millions de membres en 1946.

(5) Le Parti d'Action avait été formé en juillet 1942, sur un programme de réforme sociale radicale. Il comporta jusqu'à 200 000 membres et joua un rôle important dans la résistance, mais c'était un parti de petite-bourgeoisie.

(6) C'est le nom du régime établi dans le Nord par Mussolini sous la protection des troupes allemandes.

(7) Le PCd'I est devenu PCI en 1943.

(8) L'historien du PCI Spriano a diffusé cette idée.

(9) La conférence de Bari s'était tenue en janvier 1944 et avait demandé l'abdication du roi et l'élection d'une Constituante. Sans suite.

(10) Le mouvement des Partisans fut réellement placé sous les ordres du haut-commandement allié.